



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE MARITIME DE L'ATLANTIQUE

Brest, le 19 février 2010



Division « action de l'Etat en mer »

### ARRETE N° 2010/11

Portant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral des Côtes-d'Armor.

*(modifié par les arrêtés n° 2010/85 du 27 juillet 2010 et n° 2011/01 du 24 février 2011)*

Le préfet maritime de l'Atlantique

**VU** le code du domaine de l'Etat, notamment son article R 152-1 ;

**VU** le décret n° 61-1547 du 26 décembre 1961 modifié fixant le régime des épaves maritimes, notamment son article 6 ;

**VU** le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines, notamment son article 8 ;

**VU** le décret n° 87-830 du 6 octobre 1987 modifié portant application de la loi n° 85-662 du 3 juillet 1985 relative aux mesures concernant dans les eaux territoriales et les eaux intérieures les navires et engins flottants abandonnés, notamment son article 3 ;

**VU** le décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991 modifié relatif aux autorisations d'occupation temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime, notamment ses articles 7 et 14 ;

**VU** le décret n° 2004-112 du 6 février 2004, relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;

**VU** le décret n° 2004-309 du 29 mars 2004 relatif à la procédure de délimitation du rivage de la mer, des lais et relais de la mer et des limites transversales de la mer à l'embouchure des fleuves et rivières, notamment son article 3 ;

**VU** le décret n° 2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles, notamment son article 14 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer ;

**VU** l'arrêté du Premier ministre du 12 février 2010 nommant Monsieur Denis Mehnert, directeur

départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral des Côtes-d'Armor ;

**VU** l'arrêté n° 2010/07 du 18 février 2010 du préfet maritime de l'Atlantique réglementant le mouillage d'engins dans la mer territoriale française et les eaux intérieures relevant de la compétence du préfet maritime de l'Atlantique ;

**VU** l'arrêté n° 2010/08 du 18 février 2010 du préfet maritime de l'Atlantique réglementant les manifestations nautiques dans les eaux relevant de la compétence du préfet maritime de l'Atlantique ;

**VU** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor ;

**SUR PROPOSITION** de l'adjoint du préfet maritime pour l'action de l'Etat en mer.

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le ressort de la direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, délégation est donnée, sous réserve des affaires signalées soumises à la signature du préfet maritime, à Monsieur Denis Mehnert, administrateur en chef des affaires maritimes, directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral, à l'effet de signer, au nom du préfet maritime de l'Atlantique :

- I. L'assentiment du préfet maritime prévu par l'article R152-1 du code du domaine de l'Etat dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime :
  - présentées par des particuliers ;
  - relatives à des aménagements de plage ;
  - visant au renouvellement d'une autorisation sans modification substantielle de ses conditions ;
- II. Les mises en demeure relatives aux épaves présentant un caractère dangereux telles que prévues à l'article 6 du décret du 26 décembre 1961 susvisé ;
- III. Les contrats de concession d'épaves dans les conditions prévues à l'article 16 du décret du 26 décembre 1961 susvisé ;
- IV. *(modifié par l'arrêté n° 2010/85 du 27 juillet 2010)*  
L'assentiment du préfet maritime, dans le cadre de l'enquête administrative prévue par l'article 15 du décret du 22 mars 1983 modifié susvisé fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
- V. Les mises en demeure aux propriétaires, armateurs ou exploitants de navires et engins flottants abandonnés dans les conditions prévues par le décret n° 87-830 du 6 octobre 1987 susvisé ;
- VI. Les autorisations de mouillage d'engins prévues à l'arrêté n° 2010/07 du 18 février 2010 du préfet maritime de l'Atlantique susvisé ;
- VII. Les arrêtés conjoints délivrant les autorisations ainsi que les règlements de police mentionnés respectivement aux articles 7 et 14 du décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991 susvisé ;
- VIII. L'avis du préfet maritime dans le cadre de la procédure définie à l'article 3 du décret n° 2004-309 du 29 mars 2004 susvisé, en ce qui concerne la délimitation

du rivage de la mer et à l'exclusion de la procédure de délimitation des limites transversales de la mer à l'embouchure des fleuves et rivières ;

IX. L'assentiment du préfet maritime préalable à l'instruction administrative des demandes de concessions de plage, prévu à l'article 7 du décret n° 2006-608 du 26 mai 2006 susvisé ;

X. Les accusés de réception des déclarations de manifestations nautiques prévues à l'article 6 de l'arrêté du 3 mai 1995 susvisé.

Article 2 : Les articles 1.VI et 1.VII ne sont pas applicables sur les plans d'eau militaires et dans les champs de tir.

Article 3 : Au-delà des affaires signalées évoquées à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'ensemble des délégations énumérées à ce même article, le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor peut toutefois soumettre le dossier pour décision au préfet maritime.

Article 4 : *(modifié par l'arrêté n° 2011/01 du 24 février 2011)*  
En cas d'absence ou d'empêchement du directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral des Côtes-d'Armor, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Alain Gence, attaché principal d'administration de l'équipement, chef du service économique et social maritime ;
- Monsieur Jérôme Lafon, administrateur de 2<sup>ème</sup> classe des affaires maritimes, chef du service activités nautiques et littorales ;
- Monsieur Serge Ollivier, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chef du service environnement de la mer et du littoral ;

pour l'application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>.

Article 5 : Le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral des Côtes-d'Armor communiquera au préfet maritime les avis, assentiments, observations, recommandations, arrêtés ou règlements de police qu'il aura formulés ou signés au titre des délégations consenties à l'article 1<sup>er</sup>.

Article 6 : Le directeur départemental des territoires et de la mer et le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral des Côtes-d'Armor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

Le vice-amiral d'escadre Anne-François de Saint Salvy  
préfet maritime de l'Atlantique,  
**Signé : VAE Anne-François de Saint Salvy**

**DIFFUSION**

- Préfecture Côtes-d'Armor (pour insertion au recueil des actes administratifs)
- DIRM Nord Atlantique-Manche Ouest
- DDTM/DML Côtes-d'Armor
- CROSS Corsen
- AEM (RDO pour insertion sur le site internet de la préfecture maritime de l'Atlantique – SEC – CDIV)
- Archives (3.1.1)